*Modèle de lettre d’engagement*

*candidat·e·s aux élections municipales*

*Date ………..le ………2020*

Madame, Monsieur

Des mouvements sociaux se multiplient depuis plusieurs mois dans les établissements de Santé et d’Action sociale comme au sein des services d’urgences, de maternité, de la protection de l’enfance, des structures pour personnes âgées comme les EHPAD, dans le secteur de la Psychiatrie… etc. Les personnels avec les organisations syndicales, collectifs et associations d’usagers dénoncent le manque criant de moyens humains, matériels et budgétaires dans les établissements sur tout le territoire .

Notre système de Santé et de Protection Sociale ne tient que grâce aux surinvestissements actuels des professionnel.le.s, qui pour exercer au mieux leurs missions, auprès de la population 24h sur 24 h et cela 365 jours sur 365 jours, sont astreint.e.s à subir des cadences de travail et rythmes infernaux avec en sus des fermetures, restructurations de services et d’établissements sur tout le territoire. Ces situations engendrent une dégradation considérable de leurs conditions de travail, de vie et a un impact néfaste sur la qualité de la prise en charge de la population.

L’accès, la proximité et la capacité de répondre aux besoins des usagères/usagers est mis à mal, entraînant des difficultés et parfois le non recours aux soins. Les inégalités en matière de santé et d’espérances de vie sont

La Loi «  Ma santé 2022 » ou dite de transformation de notre système de santé et les récentes annonces n’apportent pas les réponses à l’urgence de mesures supplémentaires en termes d’effectifs en personnel. Il faut, dès à présent, obtenir un correctif de l’ONDAM à au moins 4,4 % dans la loi de Finance de la Sécurité Sociale pour octroyer des moyens supplémentaires financiers aux établissements afin de répondre aux revendications des salarié.e.s et aux besoins de la population.

Le gouvernement, sans réelles concertations et sous le couvert d’un pseudo dialogue social, continue de nous imposer des mesures ultralibérales en s’appuyant uniquement sur une logique comptable et d’austérité économique, tendant à faire disparaître la responsabilité de l’état quant à son obligation d’assurer un service public de Santé et d’Action sociale de qualité et égalitaire sur tout le territoire.

La Santé et la Protection Sociale des Français ne doit pas être considérée comme une marchandise soumise à la production de profits financiers.

Nous ne cautionnons pas la destruction de notre système de soins et de protection sociale et de l’hôpital public, guidée par la seule notion de rentabilité qui prime sur la qualité des soins et la dimension humaine à avoir en la matière. C’est un aussi un enjeu d’aménagement de territoire.

Il en est de votre devoir d’interpeller le gouvernement sur la gravité de la situation afin qu’une réelle et vertueuse politique de Santé et de Protection Sociale répondant à l’amélioration des conditions d’exercice des personnels et aux besoins de la population soit mise en œuvre . Nous vous interpellons en tant que professionnel.le.s de terrain mais aussi en tant que citoyen.ne.s amené.e.s à voter dans le cadre des élections municipales pour lesquelles vous êtes candidat.e.s. A ce titre, nous attendons de vous un engagement à porter ces sujets et nous vous invitons à signer le document en pièce jointe dont nous rendrons publiques les identités des signataires.

Nous restons à votre disposition pour un échange avec vous .

En attendant une réponse de votre part, Madame, Monsieur, recevez nos sincères salutations.

Nom …………………………………. Prénom ……………………………. Commune ……………………….

Le ………………………….. à …………………………. Signature : ……………………………………………..

**Je m’engage à porter les revendications suivantes :**

* L’augmentation du budget consacré à l’hôpital au moins égal à l’évolution naturelle des dépenses (4,4%) ; Il faut un correctif budgétaire sur l’ONDAM dans la loi de la sécurité sociale allant   
  dans ce sens ;
* La reconnaissance et la revalorisation générale des carrières médicales et non médicales,   
  notamment en début de carrière se traduisant par une augmentation salariale ;
* Le recrutement immédiat de professionnel.le.s supplémentaires et un plan de formation pluridisciplinaire ;
* La reconnaissance de la pénibilité de nos métiers ;
* L’arrêt de toutes les fermetures d’établissements, de services et de lits et la réouverture de lits   
  et de structures, y compris en psychiatrie, partout où cela est nécessaire ;
* Une gouvernance des hôpitaux et des établissements plus ouverte aux professionnel.le.s,   
  aux personnels et aux usagè.re.s ;
* L’égalité d’accès, d’accueil et de prise en charge de qualité pour la population sur tout le territoire ;
* L’exigence d’ouverture de véritables négociations sur l’avenir de l’hôpital public et des établissements de Santé et de l’Action Sociale.